des informémonos

Revue de quartier bimestrielle - Numéro 14 - Août / Septembre 2011 - www.desinformemonos.org

Mozambique :
la révolte qui a secoué la capitale

LES ANONYMES

Rio de Janeiro
Expulsion à la veille du Mondial et des Jeux olympiques

Ciudad Juarez
De la douleur à l'espoir, paroles de victimes de la guerre de Felipe Calderón

LES NOTRES

Don Tomás Balduíno
La défense de l'écologie, une conquête mondiale

REPORTAGES

Guerrero
Sauver nos racines, affirmer notre identité

Californie
La faim guette dans la Silicon Valley

Mexico
Contre l'exclusion universitaire

Une conversation entre Grace Lee Boggs et Immanuel Wallerstein

Éco-résaux catalans
Modèles d'économie libre, régionale et citoyenne

L'industrie des crevettes en Amérique centrale
Destruction écologique et tromperie sociale

Une conversation entre Grace Lee Boggs et Immanuel Wallerstein

Nous présentons quelques fragments de cette conversation qui a eu lieu dans le cadre du Forum social des Etats-Unis à Detroit le 24 juin 2010. Coordination éditoriale Julio Ramos

Etats-Unis. Immanuel Wallerstein, historien nord-américain, est un des écrivains les plus influents de la pensée critique. Il est internationalement connu pour sa longue étude sur « le système moderne mondial » qui cherche à donner une interprétation à l'histoire globale du capitalisme.

Grace Lee Boggs, quant à elle, est une philosophe nord-américaine qui a dédié sa vie à l'activisme politique et au développement de théories sur une révolution aux Etats-Unis.

Le monde d'aujourd'hui

Nous vivons dans un système que nous appelons capitalisme, ou économie-monde capitaliste, ou système-monde moderne qui a commencé il y a environ 500 ans mais qui entre aujourd'hui dans une phase de "crise structurelle". C'est-à-dire qu'il est en train de s'effronder car il a perdu les possibilités d'accumultaion sans fin qui le caractérisent.

Dans cette "crise structurelle", se joue une lutte à long terme entre les opprimés et les oppresseurs sur les alternatives, et on ne sait pas qui va gagner ou quel système va remplacer le système actuel. Tout dépend de nous et de la somme des efforts de tous à chaque moment et à chaque endroit du monde. Mais les oppresseurs ont aussi beaucoup investi dans cela. Eux ils ont l'argent, les armes et le pouvoir. Ils ne vont donc pas se rendre facilement. Mais cela ne signifie pas qu'ils ne peuvent être vaincus.

Nous pouvons donc dire que nous sommes au milieu d'une grande lutte pour remplacer le système horrible dans lequel nous vivons par un autre meilleur et pour cela nous disons : "un autre monde est possible". Et cela dépend de nous.

Nous avons un défi fantastique

Avec la crise, tout le système s'est mis à dysfonctionner. Et que fais-tu quand tout dysfonctionne ? Tu continues à espérer que cela redevienne fonctionnel ? Ou tu commences à chercher des alternatives ? Nous avons ce défi fantastique de repenser la manière dont on perçoit la réalité. C'est le moment non seulement d'agir mais de penser et nous pouvons le faire avec nos coeurs ou seulement avec le côté droit de nos cerveaux. Mais la Révolution aujourd'hui est un acte de création, c'est un acte d'imagination. Ceci est l'activisme que nous devons faire. Nous ne devons pas seulement nous opposer mais aussi projeter des alternatives.

Le monde que nous voulons

Le monde que nous devrions vouloir est un monde relativement démocratique et réellement égalitaire, à la différence de celui d'aujourd'hui. Quelles sont les institutions que nous aurons est quelque chose que nous ne savons pas. C'est comme si les gens du XVème siècle avaient dit : « Oh, mon Dieu, le féodalisme arrive à sa fin et va être remplacé par la capitalisme. Quel type de structure va avoir ce système capitaliste ? » Combien d'entre eux auraient pu imaginer en 1540 le type de structures qui durant 500 ans se développeraient dans l'économie-monde capitaliste?

De la même façon, je ne sais pas si nous pouvons dire qu'il existera dans le futur des structures de tel type, ou de ce type. Mais nous devons les organiser dans une offensive qui signifie construire quelque chose de bien meilleur de ce qui s'est fait historiquement dans le système-monde capitaliste.

Vision pour 2050

Le monde de 2050 sera ce que nous ferons de lui. Vous savez que dans les discussions sur la théorie du chaos, il y a l'idée du papillon. Le papillon remue les ailes ici et de l'autre côté de la planète, le climat change. Ceci est la conséquence du battement des ailes du papillon et j'aimerais dire que nous sommes tous des papillons. Nous sommes tous en train de remuer les ailes à chaque minute et pas seulement une fois. Et tout dépend de combien de personnes remuent leurs ailes dans la direction correcte. Ainsi, cela dépend de vous. Si suffisamment de nous, nous remuons les ailes en poussant dans la bonne direction, nous pouvons vaincre.

Mais il se peut que cela ne se produise pas, et si cela ne se produit pas, en 2050 nous vivrons dans un monde misérable. Cela dépend de combien d'entre nous bougeons nos ailes dans la bonne direction.

On peut lire la conversation complète sur : http://desinformemonos.org

Éco-résaux catalans Modèles d'économie libre, régionale et citoyenne

Dídac Sánchez-Costa. Photo : Marta Ruiz

Catalogne, Espagne. Les Écos-Réseaux sont des réseaux d'échange innovateurs. Il s'agit de systèmes monétaires qui reposent sur la solidarité, la coopération et la souveraineté économique régionale, construits par des citoyens qui créent une monnaie alternative ou complémentaire et des systèmes innovateurs de production et de distribution commerciale.

Deux méthodes différentes de monnaies sociales sont combinées, le modèle LETS et le modèle des regio allemandes, en y introduisant une coopérative de consommation et des espaces de travail et de production coopérative combinant euros et monnaie sociale.

Dans le système LETS, tous les utilisateurs commencent à zéro et gagnent de la monnaie sociale en offrant un bien ou un service aux autres. Celui qui offre un bien voit son compte s'accroître ; celui qui le reçoit, s'il n'a encore rien offert, voit son solde croître en négatif et s'endette. Tous peuvent s'endetter jusqu'à moins 100 et le fait d'être en négatif ne pose aucun problème tant que personne ne soit dans la situation de n'avoir jamais effectué d'apport. La dette doit être acquittée dans un délai déterminé, sans intérêts, ce qui constitue l'une des différences essentielles par rapport aux monnaies officielles.

Il existe également la possibilité, tel que dans les réseaux allemands regio, qu'un consommateur du réseau, celui qui ne produit pas, mais consomme, achète de la monnaie locale avec des euros au change de un contre un. C'est ce que font ceux qui découvrent le réseau dans un marché, souhaitent acheter un produit et n'ont rien à échanger. Ne pouvant pas utiliser des euros au marché, ils les changent et peuvent ainsi acquérir des produits, et donc le réseau introduit des euros de façon collective.

Centrale d'Achats Collectifs

Les marchés sont un étalage public de l'économie sociale et écologique locale dans laquelle toute une communauté introduit des euros de manière conjointe. Ce capital n'est pas gardé en banque, mais est destiné à des achats collectifs de produits de base et de consommation quotidienne qui ne se trouvent pas encore dans le réseau.

Don, troc et vente

Notre système ne repose pas seulement sur l'échange ou le troc local, mais combine trois espaces économiques concentriques : don sans inscription ni réciprocité, échange solidaire direct ou en monnaie sociale et achat-vente en euros à l'égard de tierces personnes, dans la périphérie du système.

Différences avec l'argent officiel

Les monnaies sociales sont très différentes des officielles : il n'y a pas d'intérêts, la monnaie ne peut pas être vendue contre plus de monnaie. L'émission n'est pas centralisée ni privée, mais décentralisée et communautaire. Il n'y a pas de manque de monnaie, car il y en a autant qu'il y a de richesse réelle dans chaque communauté. Et elles construisent un nouveau chaînon monétaire plus proche et plus humain, duquel puissent surgir de nombreuses richesses, talents et ressources locales endormies et qui n'entraient pas dans l'échelle industrielle capitaliste des monnaies officielles.

Contexte actuel

Dans le contexte du mouvement 15M, plus d'Éco-Réseaux sont créés de façon autonome dans de nombreux villages, comme l'une des solutions constructives pour échapper à la misère à laquelle nous condamne la crise économique et les réductions de l'État-providence imposées par l'oligarchie banquière internationale.

Nous construisons des outils qui nous pourvoient d'autonomie dans un domaine aussi central comme celui de l'économie afin de pouvoir ensuite disposer de cette même autonomie dans le domaine politique et culturel.

Du Chiapas à la Catalogne

Nous croyons que ces modèles socio-économiques s'imbriquent dans la lutte menée jusqu'à présent par les frères indigènes au Mexique, qui, en risquant beaucoup plus, ont arraché à travers l'unique chemin qui y était possible, la voie armée, un avenir différent à la fin tragique à laquelle l'histoire libérale les avaient condamnés.

Pour lire le texte complet en espagnol, visitez http://desinformemonos.org

À Rio de Janeiro Expulsion à la veille du Mondial et des Jeux olympiques

À l'ouest de Rio de Janeiro, plus de 900 familles sont menacées d'expulsion. C'est le préambule du Mondial de football et des Jeux olympiques. « Le gouvernement nous a tout volé. Notre temps en famille et notre paix», dit Jane Nascimento, activiste et habitante de Villa Autódromo.

Témoignage recueilli par Tatiana Lima, à Villa Autódromo, Rio de Janeiro, Brésil. Photos : Tatiana Lima

Je m'appelle Jane Nascimento. Je suis née à Rio de Janeiro. Je suis activiste sociale et je lutte tous les jours pour ne pas être expulsée de la maison où j'habite depuis neuf ans avec ma famille, dans la communauté de la Villa Autódromo, située dans la zone ouest de Rio. La peur d'être déplacée par le gouvernement est constante et paralyse la vie. Je ne peux plus travailler et je ne peux plus faire ce que j'aime : des activités sociales avec les enfants de la communauté. Il n'y a plus de temps pour rien, j'occupe toute la journée à assister à un forum, à faire une manifestation ou à écouter un voisin au cœur troublé et sans espoir en l'avenir.

Je suis arrivée à Villa Autódromo le 26 avril 2002, mais j'habite dans la région depuis que j'ai huit ans, lorsque l'avenue Aberlardo Buerno, qui était éloignée de la communauté, n'existait pas, et la végétation était encore vierge et close. La lumière provenait des lanternes. Nous pêchions dans le lac, nous cultivions la canne, nous plantions le manioc et nous faisions des tortillas. C'était très rural. De nombreuses couleuvres entraient dans nos maisons et, lorsqu'il pleuvait, il y avait beaucoup de boue. Les voitures ne passaient pas par ici. Le transport ne s'effectuait qu'à cheval ou à vélo. Il y avait de petites familles de pêcheurs dans la région, mais ce n'était pas encore une communauté structurée telle qu'elle l'est aujourd'hui.

Ces terrains qui aujourd'hui abritent plusieurs immeubles immenses étaient auparavant des lieux avec de très petites maisons où nous habitions moi et ma famille. Les personnes qui avaient une bonne situation y achetaient des terrains,mais ne voulaient pas y habiter car il n'y avait que de la végétation. C'est pourquoi ils y laissaient des employés afin qu'ils surveillent la terre. Un jour, mon père a dit, et il n'avait pas tort : « Ici, à l'avenir, des projets seront entrepris et le peuple sera expulsé».

Cette région a commencé à être urbanisée et habitée de façon plus visible à partir de 1994, année où les employés ont commencé à partir et des immeubles ont été construits. À présent, c'est un lieu complètement différent de celui que j'ai connu. J'ai choisi d'y vivre car c'est un endroit tranquille, sans violence. La porte de ma maison reste ouverte. C'était la réalité de la Villa Autódromo jusqu'à aujourd'hui.

Je n'ai jamais aimé la politique, mais j'ai toujours aimé aider, particulièrement avec des activités pour enfants. Mon activisme social a commencé à l'école de ma fille. Avec le temps, j'ai découvert que l'école avait un budget rotatif. Lorsque j'étais au courant qu'une famille n'avait plus d'argent pour la nourriture ou les médicaments, j'allais voir la directrice. Poliment, je lui disais que la famille avait besoin d'aide et je demandais de l'argent pour acheter des médicaments ou des produits basiques du panier de vivres pour les enfants.

Mon travail avec les enfants a été la raison principale pour laquelle j'ai accepté de participer à l'association d'habitants, mais ensuite, les menaces d'expulsion ont commencé à avoir lieu. Tout d'abord, au nom des Jeux panaméricains. À présent, au nom des Jeux olympiques. Ces évènements ne sont qu'une excuse. La vérité est que les entrepreneurs n'acceptent pas que des gens pauvres comme nous habitions parmi eux. Le prix de la terre a beaucoup augmenté. À présent, ils veulent les terrains pour y construire de grands projets immobiliers et ils se servent des évènements en tant qu'excuse, ou ils criminalisent le peuple, en nous accusant d'être des pollueurs.

Pour lire le témoignage complet, visitez le site www.desinfromemonos.org

La faim guette dans la Silicon Valley

Une des grandes contradictions de la pauvreté aux Etats-Unis est que les personnes qui produisent la nourriture pour tout le pays sont ceux qui n'ont pas à manger.

Texte et photographie : David Bacon

Vallée de San Benito, Californie. Chaque année, quand le printemps arrive, des familles entières prennent leur voiture et se rendent à Hollister, la ville principale du Comté de San Benito, dans l'Etat de Californie.

Depuis des générations, des familles ont migré pour trouver du travail dans la conserverie San Benito Foods.

« Cette année le travail a été lent. La semaine dernière, nous avons récolté un peu de pêches, il a plu et il n'y a pas de chaleur » disent Harley et Emilio Delgado. Tous les deux vivent dans le camp de travailleurs migrants, installés au sud du village dans les années 40. Actuellement, une partie du campement est constituée de semi-remorques et une autre de bâtiments construits depuis la guerre.

Chaque samedi, Israel Bañuelos sort sa camionnette garée à l'arrière de la boutique qui abrite la banque alimentaire du Comté. La camionnette part remplie de nourriture et le campement est son premier arrêt.

Israel souligne qu'il y a plus de personnes que celles présentes aujourd'hui. « Les gens en ont vraiment besoin. Je ne sais pas ce qu'il se passerait si nous ne venions pas chaque semaine ».

Le Comté de San Benito est juste au sud de la Silicon Valley. A mesure qu'on s'avance vers le sud, les grandes usines d'électronique laissent la place aux champs de laitue et de tomate, ainsi qu'aux pêchers et noyers.

Au fur et à mesure que les communautés se font plus rurales, on rencontre de plus en plus de journaliers et les gens sont de plus en plus pauvres. En 2009, la moyenne du revenu annuel dans la Vallée a été de 94715 dollars. En 2010, avec la récession, le chômage a atteint 12% dans l'Etat.

Quand la banque alimentaire a ouvert il y a 20 ans, elle fournissait en nourriture 35 familles. L'année passée, elle a remis chaque semaine 1750 sacs de nourriture à 5000 personnes.

Le mouvement social des journaliers qui eut lieu entre 1960 et 1970, a eu comme principal organisateur José Luna (connu en anglais comme Joe Moon). Il a coordonné des milliers de vendangeurs qui avec le temps se sont transformés en la plus grande entreprise vinicole du monde : Viñedos Almaden.

Luna est parti mais a laissé son héritage, avec des contrats et un syndicat géré. Cette entreprise disparut en 1980. La plus grande partie des travailleurs d'aujourd'hui étaient des enfants quand le bureau du syndicat a fermé.

Actuellement, les hommes âgés qui reçoivent les sacs de nourriture ne sont pas de la famille de journaliers. Peewee Rabello est un des premiers de la file. Sa famille est composée de garçons et presque tous sont employés à la conduite de camions. Le second dans la file est Gene. Sa famille travaille dans les mines Idria Qulcksilver. Les descendants de ces familles de mineurs, comme Peewee y Gene, n'ont pas de maison, pas de travail et souvent rien à manger. Quand la camionnette apparaît chaque samedi, ils dépendent de ce que contiennent les sacs pour survivre les 7 jours suivants.

«Quand les jeunes n'ont que des pâtes du pain ou des biscuits pour dîner, ils ne peuvent pas bien suivre les cours à l'école ». beaucoup de familles ont un régime alimentaire basé sur des carbohydrates, qui nourrissent mais sont pauvres nutritionnellement. Les sacs de nourriture contiennent du pain mais aussi de la laitue, des oranges et des aliments qui évitent l'obésité infantile.

Lire le reportage complet sur : www.desinformemonos.org

« Nous n'acceptons pas d'être rejetés »

Contre l'exclusion universitaire à Mexico

Cette année, des 310 000 étudiants qui ont présenté l'examen unique pour accéder à la formation des maîtres, 21 500 environ n'auront de place dans aucune option éducative.

Isabel Sanginés Franco et Atzelbi Hernandez

México, DF. En 2011, plus de 200 000 jeunes ont été rejetés des universités publiques de la ville de México. À l'Université Nationale Autonome de México (UNAM), 197 524 examens de sélection ont été pratiqués et seulement 10 284 jeunes ont été admis, c'est-à-dire que plus de 90% des candidats ont été refusés. À ceux-là s'ajoutent les 50 000 jeunes refusés à l'Institut Polytechnique National (IPN) et les 60 000 de l'Université Autonome Métropolitaine (UAM).

Comme solution alternative, on leur propose de continuer leurs études dans des institutions technologiques qui, au dire des concernés eux-mêmes, « ne peuvent être un choix pour notre développement professionnel, car en réalité, ce ne sont pas des universités, mais des centres d'apprentissage professionnel, basés sur l'enseignement de savoir-faire manuels ». On leur propose aussi de rejoindre les rangs des chercheurs d'emplois précaires et à temps partiel, ou de grossir les chiffres déjà bien gonflés du chômage des jeunes.

Mais les exclus ne se résignent pas à être exclus, et ils n'acceptent pas de devenir une main d'œuvre bon marché pour les entreprises multinationales ou un véritable vivier humain pour le crime organisé ou pour les forces policières et militaires. C'est ainsi que depuis 2006, les étudiants rejetés des universités publiques de la ville s'organisent et entreprennent un processus de lutte pour leur droit social à l'éducation supérieure publique, gratuite et de qualité avec le Mouvement d'Aspirants Exclus de l'Éducation Supérieure (MAES).

Le MAES naît dans le contexte de la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone de l'EZLN, lorsque quelques-uns des jeunes éliminés des universités, ayant eu de très bonnes moyennes à leur baccalauréat et étant bien classés à l'examen d'admission, décident de refuser l'argumentation qui les catalogue comme recalés et incapables de poursuivre des études universitaires de haut niveau.

Le problème de fond, affirment-ils, ce n'est pas que des milliers d'aspirants soient recalés à l'examen de sélection, mais que « nous subissions les politiques restrictives et excluantes imposées par le modèle néolibéral ». Ces politiques impliquent la diminution, ou au moins la stagnation des inscriptions et le refus de construire de nouvelles universités publiques.

Nous n'acceptons pas d'être éliminés !

Dès 2006, les étudiants qui font partie du MAES, ont des demandes qui se sont traduites par un ensemble de propositions à partir desquelles on peut résoudre le problème des moyens de l'enseignement supérieur. Parmi elles : l'exigence d'une augmentation immédiate du nombre de places dans les institutions publiques qui impartissent l'enseignement moyen supérieur et l'enseignement supérieur ; la construction de nouvelles institutions publiques d'enseignement supérieur ; la suppression de l'examen d'admission pour entrer dans l'enseignement moyen supérieur et supérieur ; et enfin, l'augmentation du budget de l'enseignement public.

Six ans après, nombreux sont les étudiants qui, grâce à la lutte entreprise avec le MAES, sont sur le point de terminer leurs études universitaires.

Voici l'un des témoignages qui apparaît sur la page de Facebook : « Mon entrée à l'université est le fruit de notre lutte au MAES ».

Nicte-ha Yoyotzin : J'ai connu le MAES il y a quatre ans, et grâce à l'effort réalisé, je suis à l'université. Maintenant, quatre ans et demi après, je suis sur le point de finir mes études. Avec fermeté, effort et conviction nous pouvons réussir de grandes choses. La lutte n'est pas finie, elle commence à peine.

Pour lire l'article complet allez sur http://desinformemonos.org

Mozambique :

la révolte qui a secoué la capitale

Texte et photographie : Amanda Rossi

Maputo, Mozambique. Pour protester contre l'augmentation du coût de la vie, la population de Maputo, capitale du Mozambique, a occupé les rues de la ville.

En moins d'un mois, une augmentation significative des prix du pain, de l'eau et de l'électricité a été annoncée, dans un pays où 54% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Face à l'insatisfaction générale, des messages ont commencé à circuler sur les téléphones portables réclamant une grève générale dans la capitale. Les messages disaient et répétaient : « Mozambicains, préparez-vous à la grève générale contre l'augmentation du pain, de l'eau et de l'électricité. Prévenez d'autres Mozambicains. Réveillons-nous ».

Hommes, femmes et enfants portant pierres et bâtons sont descendus dans la rue en criant : « Nous allons mourir de faim ! »

Les barricades se dressaient partout. Avec des pieux, des pierres et des pneus enflammés ils ont barré les voies qui menaient au centre ville.

Sur quelques barricades, la police a attaqué les manifestants directement. « Et maintenant, quoi faire ? La police se bat contre nous qui nous battons pour du pain », cria un manifestant.

Dans toute la ville, la réaction de la police contre les manifestations a été très violente. Selon des estimations officielles, le bilan a été de 13 morts et de plus de 500 blessés. L'une des victimes, Hélio, âgé d'à peine 11 ans a reçu une balle dans la tête alors qu'il revenait de l'école. Il est mort sur le coup.

Le Centre d'Intégrité Publique, organisation mozambicaine, a dénoncé l'usage de balles réelles dans la répression des manifestants.

Le président du Mozambique, Armando Guebuza, a déclaré : « Nos compatriotes manipulés lors de ces manifestations contribuent à plonger le noyau familial mozambicain dans le deuil et la douleur et à aggraver les conditions de vie de la population ».

Le ministre de l'Intérieur, José Pacheco, dans une déclaration officielle a traité les manifestants d'« aventuriers, bandits, malfaiteurs ».

Organisées grâce aux messages par téléphones portables, les manifestations ont continué. Les messages disaient : « N'arrêtons pas la grève tant que le gouvernement n'a pas pris de mesures pour réduire le coût de la vie. La lutte continue ».

Les services de téléphonie portable ont été interrompus sur ordre du Ministère des Transports et des Communications. La mesure a été dénoncée par l'un des opérateurs.

Le septième jour, le gouvernement du Mozambique a reculé. Il a annoncé un ensemble de mesures qui a annulé les augmentations de prix du pain, de l'eau et de l'électricité, et cela après avoir gelé les salaires des ministres.

« Ceux qui sont les plus dénués de pouvoir ont fait trembler la ville » a dit l'écrivain mozambicain Mia Couto.

Pour voir le reportage photos allez sur http://desinformemonos.org

L'industrie des crevettes en Amérique centrale

Destruction écologique et tromperie sociale

Ci-après, nous présentons des fragments de l'entretien avec Jorge Varela, du Honduras, directeur du Comité pour la Défense et le Développement de la Faune et la Flore du Golfe de Fonseca et prix Goldman pour l'environnement en 1999.

Lutz Kerkeling. Photos : Dorit S.

Honduras. En 1972, l'industrie des crevettes s'est installée en Amérique centrale et au Honduras ; les conséquences de celle-ci sur l'environnement ayant été la destruction des écosystèmes, la perte de la biodiversité, la pollution des eaux côtières et marines et l'arrivée de maladies exotiques. Jusqu'à l'année 2000, 20 mille hectares de zone humide ont été détruits et cela a continué à s'étendre. Bien que cette industrie ait commencé par des groupes de paysans et de pêcheurs, aujourd'hui, la plus grande partie de celle-ci est aux mains d'entreprises étrangères (États-Unis, Panama et Espagne), même si la Constitution leur interdit d'avoir des propriétés dans les régions côtières ou frontalières.

Cette industrie entraîne des conséquences pour les communautés de ces régions, car les écosystèmes disparus étaient des zones de passage et des sources d'alimentation, d'emploi, de bois, etc. ; elle implique également des atteintes aux droits humains, des meurtres, des blessés, des emprisonnements, des harcèlements au commerce et une mauvaise pêche. C'est pour ces raisons que la pauvreté a augmenté et, par conséquent, les problèmes de nutrition, santé, éducation, sécurité.

Le gouvernement et les entreprises disent que les fermes industrielles de crevettes apportent la prospérité et l'emploi. Cependant, les entreprises font du chantage : « on nous laisse travailler sans impôt ni condition ou alors nous licencions tous les employés ». On fournit des aliments bon marché pour les pays du nord et des profits pour l'oligarchie et le gouvernement du Honduras, mais les peuples ne bénéficient pas de ce « progrès et développement ».

Il ne pourrait y avoir du progrès pour les peuples du sud que si les entreprises nationales et transnationales payaient leurs impôts et éliminaient leurs privilèges, et non pas du fait que les pauvres subventionnent les riches. Une baisse de la surconsommation du nord favoriserait toute la planète ; l'Union européenne importe 65 pour cent des crevettes du Honduras, les États-Unis 30 pour cent et seulement 5 pour cent restent en Amérique centrale. Les consommateurs devraient analyser l'impact de l'aquaculture de la crevette et être plus honnêtes en payant son prix véritable dérivé des dommages sociaux, environnementaux et économiques.

La proposition serait un changement du système économique qui est reflété dans une économie nationale orientée à la satisfaction des demandes des grandes majorités et à la récupération des biens amassés de façon illégale par l'oligarchie. Le coup d'État a rempli son objectif en plaçant ses principaux leaders dans les institutions les plus importantes, avec le soutien de l'actuel « gouvernement démocratique» ; à présent, l'impunité et la corruption se sont accrues. La résistance essaie de s'organiser pacifiquement, mais sur cette voie, certains des activistes sont assassinés, avec leurs conquêtes sociales et environnementales. Les putschistes misent à ce que le temps apportera l'oubli.

Pour lire l'entretien complet en espagnol, visitez http://.desinformemonos.org

Sauver nos racines, affirmer notre identité

Par la Coordination Régionale d'Autorités Communautaires (CRAC), Police Communautaire de Guerrero
Photos : Sergio Ferrer

Guerrero, Mexique. Dans une région où la justice était synonyme de corruption et la sécurité était synonyme d'abus, la Coordination Régionale d'Autorités Communautaires (CRAC), mieux connue sous le nom de Police Communautaire, rend la justice à 180 mille habitants sur environ 180 kilomètres carrés de la Montagne et la Costa Chica de Guerrero et travaille également à maintenir vivantes la culture et les traditions de la région.

Les habitants de la région affirment que l'alimentation, les idées et les coutumes des enfants ont changé. Les enfants ne mangent plus la nourriture traditionnelle, mais de la friture, et ils ne jouent plus, mais regardent la télévision. L'assujettissement à ces coutumes « importées de l'extérieur» semblerait être presque un ordre. Cependant, ils restent fermes et défendent leur consigne : un oui à la vie, aux traditions, aux ressources naturelles, et un « non» catégorique à leur marchandisation.

Nous présentons, ci-après, un extrait du texte de la CRAC Notre lutte pour un meilleur avenir pour tous, qui a été publié sur Desinformémonos :

Nous sommes une institution des peuples, nous sommes des indigènes ñusavi, me'phaa et des afro-métis regroupés dans la Coordination Régionale d'Autorités Communautaires, comprenant 63 communautés sur 12 communes.

Notre institution a construit un modèle de justice qui souhaite la conciliation et qui cherche à rendre la justice gratuitement et avec la possibilité de parler nos langues.

Le fait de faire appel à nos valeurs et nos modes de vie caractérise ce nouveau droit des peuples que nous construisons. Il s'agit d'un droit différent à celui que l'État nous a imposé, lequel est inutile pour résoudre les problèmes auxquels nous devons faire face.

Dans la construction de ce droit, notre droit, à la fois ancien et nouveau, dans les pratiques pour la surveillance et la sécurité des routes, l'obtention de justice et la rééducation communautaire, nous construisons un système dont le fonctionnement dépend des communautés.

Cependant, nous devons rester modestes en ce qui concerne l'évolution de notre organisation. Les progrès relatifs à la production sont encore très faibles ; et même si nous sommes restés ouverts à la discussion et à résoudre des questions portant sur l'alimentation, la santé et l'éducation, il nous manque de l'expérience et des ressources pour continuer.

À la Police Communautaire, nous exerçons un droit qui a été arraché au peuple. Pour nous, la justice dépasse le domaine de la légalité ; nous comprenons que l'issue pour résoudre nos problèmes ne réside pas seulement dans la judiciarisation de ceux-ci, mais que cela a également un rapport avec la faim et le manque d'éducation.

C'est pourquoi nous élaborons notre propre diagnostic sur le domaine de la Sécurité, la Disponibilité et l'Accès Alimentaire avec le Centre d'Orientation Alimentaire, où nous expliquons quels sont les problèmes auxquels nous devons faire face quotidiennement concernant l'alimentation, car nous avons, dans nos communautés, les taux de malnutrition infantile les plus élevés d'Amérique latine.

Nos communautés affrontent également la menace de l'installation d'entreprises d'exploitation minière, dont les concessions touchent environ 80 pour cent du territoire des 63 communautés faisant partie du territoire communautaire.

L'existence de nos peuples est elle-même menacée parce que c'est à la terre, à l'eau, à notre culture auxquelles on porte atteinte et que nos sites sacrés et la possibilité de produire nos vivres sont anéantis. Nous nous interrogeons : comment peut-on permettre que l'on prétende contaminer les terres où nous cultivons nos aliments? Que devons-nous faire pour que l'on cesse de polluer l'eau que nous buvons?

Pour lire le texte complet et le rapport de la CRAC, http://desinformemonos.org

Don Tomas Balduino : la défense de l'écologie, une conquête mondiale

Dans une interview à Desinformémonos, Don Tomas Balduino, évêque émérite de l'État de Goias au Brésil, analyse l'importance des peuples originaires dans la lutte contre le modèle déprédateur en vigueur dans le monde.

Interview de Joana Moncau

Sao Paulo, Brésil. La Forêt d'Amazonie, la plus grande jungle du monde, est sous le coup de l'imminente approbation du «Code Forestier », qui rendra plus flexibles les règles qui limitent la déforestation. Les intentions véritables de ces changements : garantir l'accroissement du latifundium pour garder l'hégémonie sur la production du commerce agricole.

Un des plus grands conflits au Brésil est la lutte pour la terre. Ici, vivre dans la forêt et de la forêt est un défi qui peut coûter la vie.

Au Brésil : la technologie c'est le latifundium et le développement la destruction de la forêt

Le commerce agricole est synonyme de développement et de progrès, mais son point faible est une moindre utilisation du sol. Ainsi, pour qu'il y ait une meilleure production on a décidé d'augmenter la surface de plantation.

Le latifundium sert à garantir l'hégémonie de la production d'éthanol, de grains et d'eucalyptus pour la cellulose, et cela est devenu une loi du Code Forestier qui permet qu'il gagne du terrain sur tout, même les sources.

« Développement » sans forêt : une tendance mondiale

La pression du commerce agricole contre la forêt et ses peuples est mondiale. Les gouvernements soutiennent et financent les projets qu'ils considèrent de « développement et de croissance », bien qu'en réalité ce ne soient que des projets purement économiques.

Les gouvernements cherchent le développement malgré tout, un développement qui est cruel, car il traite mal les travailleurs et ne respecte pas les peuples indigènes. C'est justement le cas du projet qu'on appelle Complexe Hydroélectrique de Belo Monte, qui prétend déposséder de leur territoire près de 40 000 personnes de différents peuples indigènes, ce qui provoquerait beaucoup de dégâts sociaux et environnementaux.

La défense de l'écologie : une conquête mondiale

D'une part, il y a un courant qui parie sur le développement, même si c'est au détriment de la nature ; et d'autre part, une opinion publique favorable à l'écologie qui ne cesse de croître. C'est une conquête mondiale irréversible dont la tendance est de se consolider.

La surconsommation provoque l'angoisse

En même temps que le capital avance avec la surconsommation, l'individualisme, et la violence, chez beaucoup de peuples originaires persistent un autre type de relation et une vision du monde pleine de respect pour lui.

Pour le commerce agricole ce qui prime c'est l'appât du gain au détriment de la vie. A l'autre extrémité, il y a les peuples traditionnels, et leur cohabitation respectueuse avec la Terre Mère. Par exemple, chez les xikrin le verbe avoir n'existe pas. Dans notre société, au lieu d'apporter satisfaction et joie, la surconsommation provoque l'angoisse.

Où il y a pétrole, il y a guerre. N'est-ce pas ainsi que Bush a agi en Irak ? Il a dit qu'il y avait des armes de destruction massive. Mais qu'y-a-t-il en jeu derrière tout cela ? L'argent.

Avancer en regardant le passé

La destruction de la vie sur la terre amène la destruction de la planète. La mortalité, même celle de l'espèce humaine, est, pour la nature, une façon de réagir. Mais la vision des peuples originaires est une vision optimiste, de cohabitation, et il en a toujours été ainsi. Quand les Européens ont mis le pied sur notre continent il y avait de nombreux peuples, et ils étaient là depuis des milliers d'années sans qu'il y ait eu la moindre destruction. Ainsi, comme par le passé, dans le futur il peut y avoir un retour du respect pour la nature.

L'interview complète est disponible sur http://desinformemonos.org

De la douleur à l'espoir, paroles de victimes de la guerre de Felipe Calderón

Est présentée ici une série de témoignages de proches de femmes et d'hommes assassinés ou disparus durant la guerre imposée au Mexique par Felipe Calderón. Des voix d'indignation, de douleur et de désespoir.
Témoignages recueillis par Gloria Muñoz Ramirez et Marcela Salas Cassani, durant le trajet de la Caravane pour la Paix avec Justice et Dignité. Photos :Murphy Woodhouse

Nous sommes venus parler parce que nous n'avons personne pour nous soulager

Deux granaderos ont séquestré mon fils, dans une camionnette de policiers. Il est entrepreneur dans le commerce des camions. C'était il y a deux ans et demi, à Cadereyto Jiménez, au Nuevo León, à 35 km de Monterrey. Mon fils allait chercher deux de ses chauffeurs quand ils l'ont fait monter dans la camionnette. Il y a des témoins qui ont vu quand il a été arrêté, il leur montrait ses papiers. Depuis ce jour, nous ne savons plus rien de lui.

Si j'avais le président Calderón en face de moi, je lui dirais de laisser le peuple agir, il faut que nous nous défendions.

Nous avons besoin d'une révolution des consciences

Je suis Maria López, du Coahuila. Ils ont tué mon fils Víctor Manuel Chacón, 33 ans, avec un de ses amis, à Ciudad Cuauhtémoc.

Ça s'est passé il y a quatre ans, quand Felipe Calderón a commencé sa guerre. Ils les ont attrapés dans la rue et les ont massacrés. Ce qu'il s'est passé, c'est qu'ils n'ont pas attendu le paiement de la rançon et qu'ils ont décidé de les tuer.

Cette guerre est une stupidité, une connerie. La semaine dernière j'ai été attaquée avec une arme de poing, la police était à côté et n'a rien fait.

Mon fils a été enlevé à 17h20

Je suis de Ciudad Jiménez, Chihuahua. L'an dernier, mon fils est allé à Parral récupérer un téléphone portable et depuis ce jour je ne l'ai plus revu.

Je n'osais pas parler, je sens bien que nous ne sommes pas seuls, comme ils disent. Personne n'est seul. Nous vivons la douleur, parce qu'à chaque fois qu'ils assassinent un jeune je le vis personnellement. Il n'y a pas de paix, il n'y a pas de paix ni la nuit ni le jour pour mes autres fils. Je vis avec la peur car nous ne savons pas de qui nous protéger.

Ils achèvent les vies de gens qui manquent à la société

Je m'appelle Rómulo Silva et je viens de Juan Aldama, Zacatecas. Ça nous a atteint aussi, ils nous ont volé une camionnette et depuis ils nous tuent, à Juan Aldama. J'ai vraiment plus peur des militaires et des autorités que des malfrats. Des fois j'arrive à des barrages en tremblant parce que je ne sais pas ce qu'il peut se passer. A Ciudad Juárez j'ai vu des gens dire que nos propres forces armées commettaient des crimes. Ils n'ont pas d'uniforme, mais ce sont des gens qui appartiennent aux institutions policières du pays.

Je suis mère de quatre enfants disparus

Je suis une femme détruite par la douleur. Je viens de la communauté Pachacuarán, Michoacán, je suis simple, travailleuse, je ne sais pas parler en public .

Je vous demande de l'aide, que les médias m'écoutent, qu'ils prennent en compte qu'eux tous sont aussi des pères ou des fils, qu'ils se mettent à ma place, c'est pas parce qu'on est humble qu'on doit subir cette situation.

Parmi les disparus outre mes quatre fils il y a mon neveu et le mari de ma nièce. Les autres là sont aussi d'ici, de la communauté, des gens très humbles aussi, qui n'ont pas pu venir.

Témoignages complets sur www.desinformemonos.org

Desinformémonos hermanos
tan objetivamente como podamos

desinformémonos con unción
y sobre todo con disciplina

que, espléndido que tus vastas praderas
patriota del poder
sean efectivamente productivas

desinformémonos
qué lindo que tu riqueza no nos empobrezca
y tu dádiva llueva sobre nosotros pecadores
qué bueno que se anuncie tiempo seco

desinformémonos
proclamemos al mundo la mentidad y la verdira

desinformémonos
nuestro salario bandoneón se desarruga
y si se encoge eructa quedamente
como un batracio demócrata y saciado

{...}

garanticemos de una vez por todas
que el hijo del patrón gane su pan
con el sudor de nuestra pereza

desinformémonos
pero también desinformemos

verbigracia
tiranos no tembléis
por qué temer al pueblo
si queda a mano el delirium tremens
gustad sin pánico vuestro scotch
y dadnos la cocacola nuestra de cada día

desinformémonos
pero también desinformemos

amemos al prójimo oligarca
como a nosotros laburantes

desinformémonos hermanos
hasta que el cuerpo aguante
y cuando ya no aguante
entonces decidámonos
carajo decidámonos
y revolucionémonos.

Mario Benedetti

Chers compagnons,

Nous vous écrivons depuis la revue virtuelle Desinformémonos (Désinformons-nous), espace de communication alternatif, libre et indépendant d'où, avec joie et dignité rebelle, nous nous ajoutons aux efforts de contre-information déjà existants.
Nous nous situons complètement en bas à gauche, là où bat le cœur, tout simplement.

Nous vous invitons à naviguer dans notre tentative désinformatrice et à télécharger, imprimer et diffuser notre revue de quartier et communautaire disponible sous forme d'un simple PDF sur www.desinformemonos.org dans la rubrique « Revista Barrial ».
Les articles de la revue de quartier que vous tenez entre les mains – revue bimestrielle disponible en 6 langues - sont des versions courtes de quelques uns de ceux publiés en espagnol sur le site, Desinformémonos étant fabriqué et mis en ligne au Mexique.

Quelques idées :
- Vous pouvez l'imprimer et la coller comme un simple journal mural dans les lieux de rencontre de votre quartier, centres sociaux ou communautaires. Un mur de son quartier, de sa chambre... Vous pouvez prendre d'assaut un mur d'école, ou de centre commercial... Un mur quelconque, dans quelque lieu du monde que ce soit.
- Vous pouvez l'imprimer, l'agrafer et lui donner la forme d'une revue à la taille d'une lettre. Pour la diffuser dans le quartier, dans une communauté, une salle de cours, une manif, un débat...
- Vous pouvez en faire un avion en papier et l'envoyer à un ami, un allié, ou mieux, un destinataire inconnu.
- Vous pouvez garder les feuilles détachées, dans l'espoir qu'un jour proche nous réunissions les pages manquantes.
- Vous pouvez renvoyer la version électronique à vos contacts, pour ainsi sauver les arbres.

Pour finir, ce qu'en réalité nous vous demandons c'est que – et ce serait un très grand honneur - vous nous aidiez à le diffuser, si vous considérez ça pertinent et si vous vous sentez en harmonie avec nous. Nous ne vous quittons pas longtemps. Il ne nous reste qu'à vous dire que ce modeste espace vous appartient, qu'il est ouvert à vos propositions, joies et tragédies.

Nous vous envoyons de vigoureuses et solidaires embrassades,
Bien à vous, L'équipe des désinformateurs

REVUE DE QUARTIER BIMESTRIELLE *Numéro 14 - Août / Septembre 2011* ***www.desinformemonos.org***
Direction *Gloria Muñoz* **Coordination** *Amaranta Cornejo Hernández y Marcela Salas Cassani*
Maquette : *Francis Goche* **Traduction** *Traducteurs solidaires*